

58 QIPs: \$2 390 018

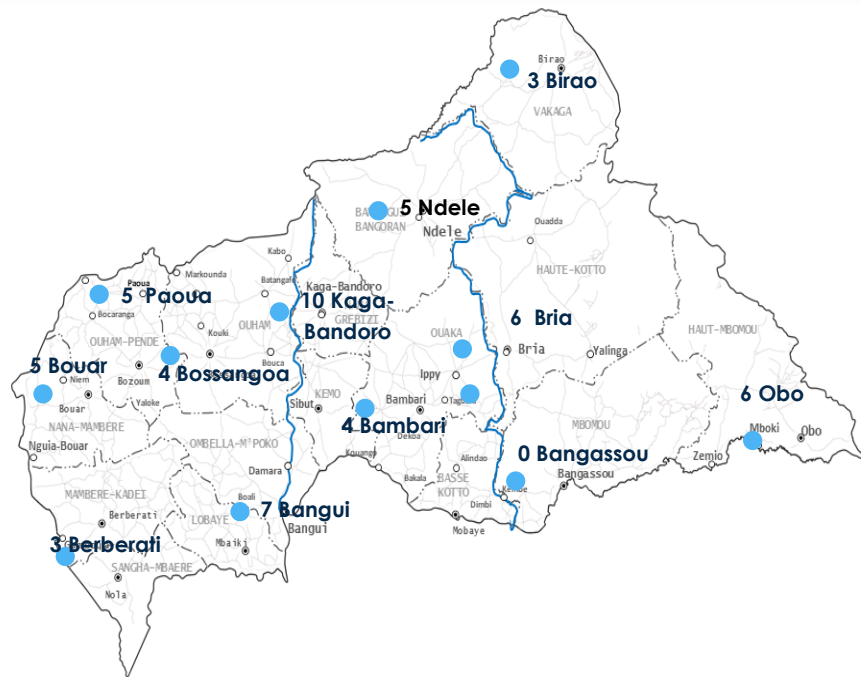
Des initiatives visant à améliorer les conditions de vie des populations, tout en consolidant la coopération et en développant une relation de confiance durable avec les communautés centrafricaines.

OBJECTIFS

Appuyer les processus politique, de paix et de réconciliation.

Améliorer les conditions sécuritaires à travers le pays en optimisant les ressources et pour la protection des civils.

Appuyer la restauration durable de l'Autorité de l'Etat et l'administration locale dans tout le pays.



BUDGET QIP et PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

- Le montant budgétaire prévu de 4 millions de dollars américains n'a pas pu être intégralement décaissé au profit de la MINUSCA. A ce titre, un montant de **2,45 millions** de dollars américains, représentant **61 %** de l'allocation initialement prévue, a été effectivement mis à disposition, permettant le financement de **58** projets.
- Un maximum de 50.000 dollars par projet.
- La mise en œuvre des initiatives a été assurée par 38 partenaires, comprenant 2 bataillons militaires de la MINUSCA, 29 ONG nationales et 7 ONG internationales.

Le présent rapport offre une vue d'ensemble du Programme de projets à impact rapide (QIPs) financé par la MINUSCA au titre de l'exercice 2025/2026. Il évalue les résultats obtenus, met en évidence les principales des bonnes pratiques et les leçons apprises, et formule des recommandations visant à renforcer l'efficacité du programme de l'exercice 2026/2027.

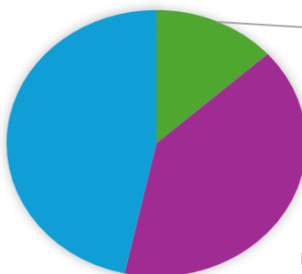
Dans un contexte de fragilité persistante, caractérisé par des retards dans la mise en œuvre du programme national de développement et d'importants besoins socioéconomiques, les QIPs ont continué de contribuer à la stabilisation et à la consolidation de la paix à travers la construction d'infrastructures communautaires, la construction ou réhabilitation de bâtiments publics et le soutien aux activités économiques locales.

Image 1: La cérémonie de remise officielle du projet à impact rapide de la construction du premier bâtiment administratif à Birao



BUDGET UTILISÉ (\$2.4 MILLIONS)

Appui à la
Restauration
Durable de
l'État
47%

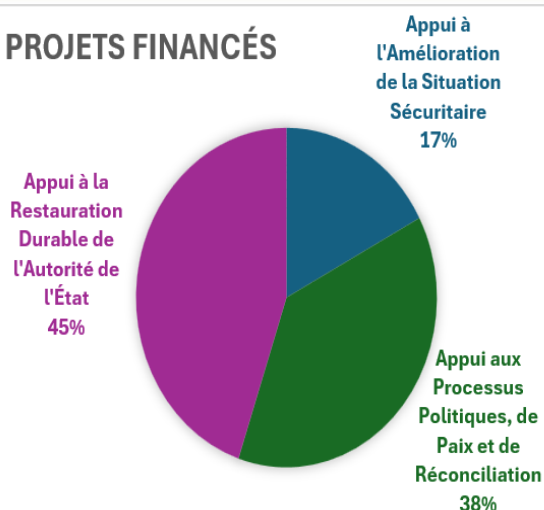


Appui aux
Processus
Politiques,
de Paix et de
Réconciliation
40%

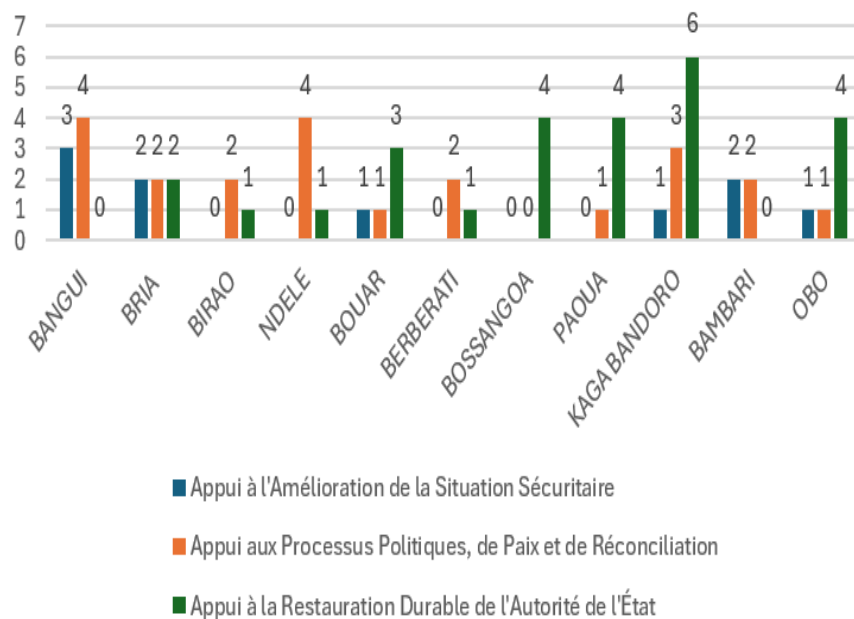
Appui à
l'Amélioration
de la
Situation
Sécuritaire
13%



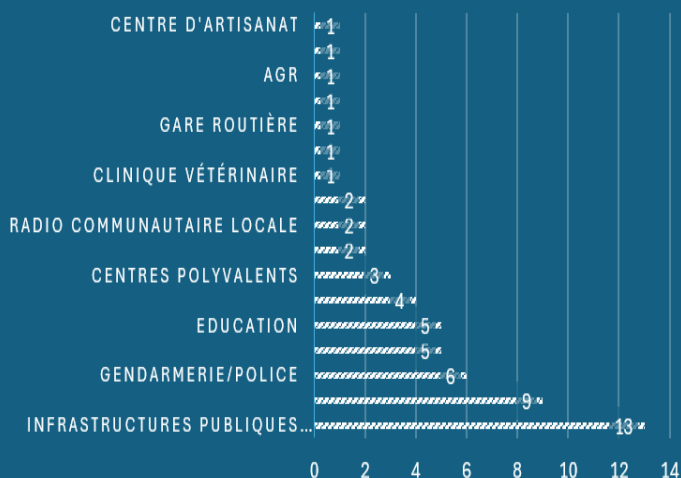
58 PROJETS FINANCÉS



Projets par bureau



PROJET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



Projet par Composante/Section

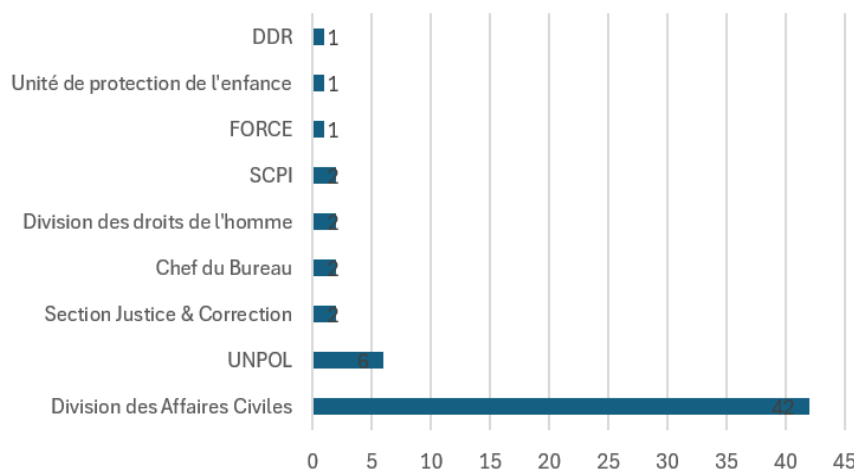


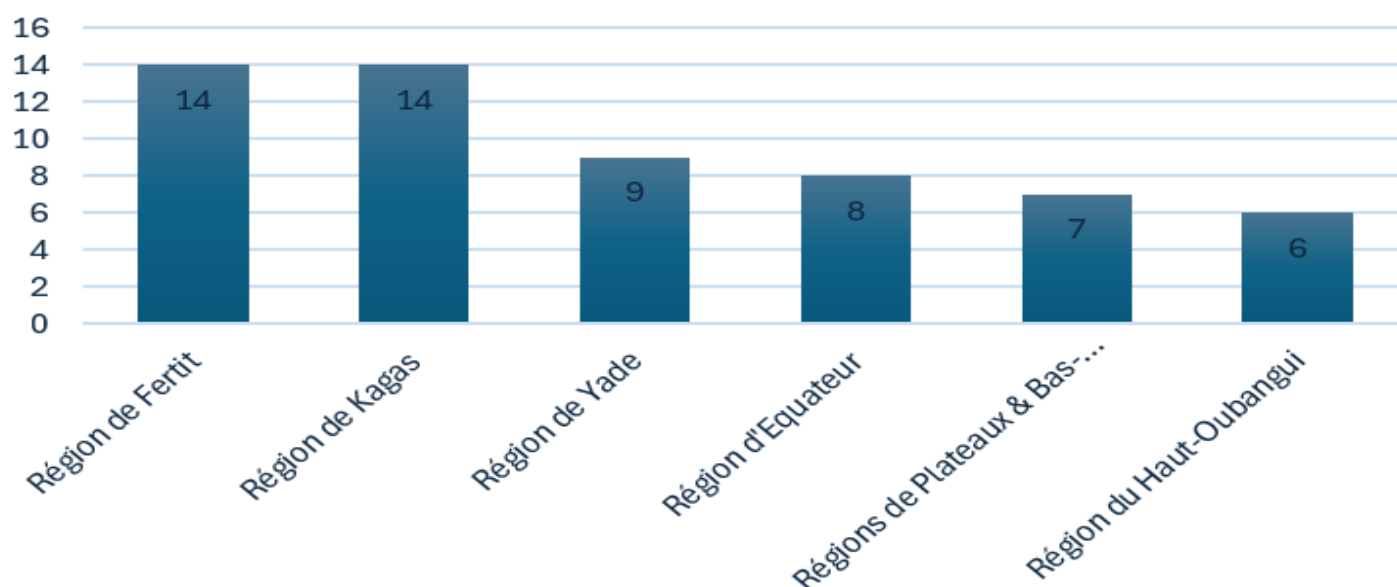
Image 2: Projet de construction du Pont Topia (Bouar FO)



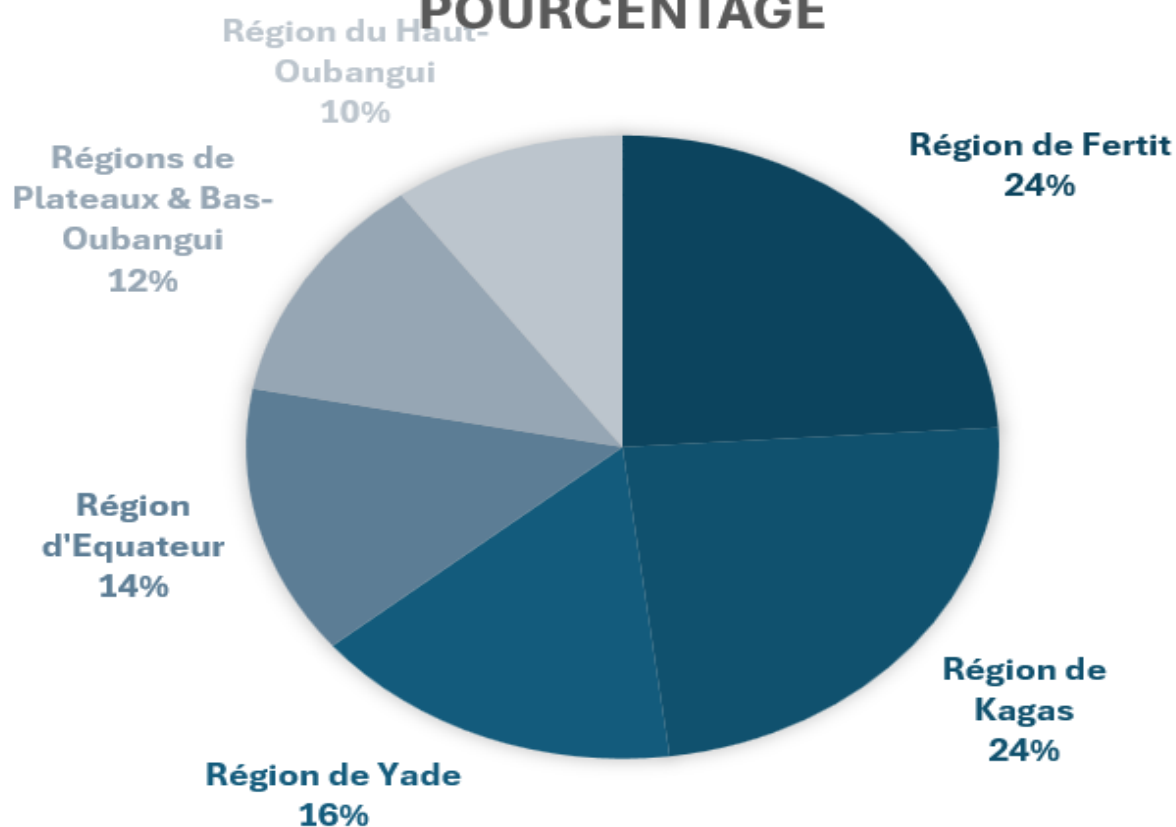
Image 3: Projet de création d'un forage à la Maison d'Arrêt et de Correction de Bossongoa



Projets réalisés par région



RÉPARTITION DES QIPS PAR RÉGION EN POURCENTAGE



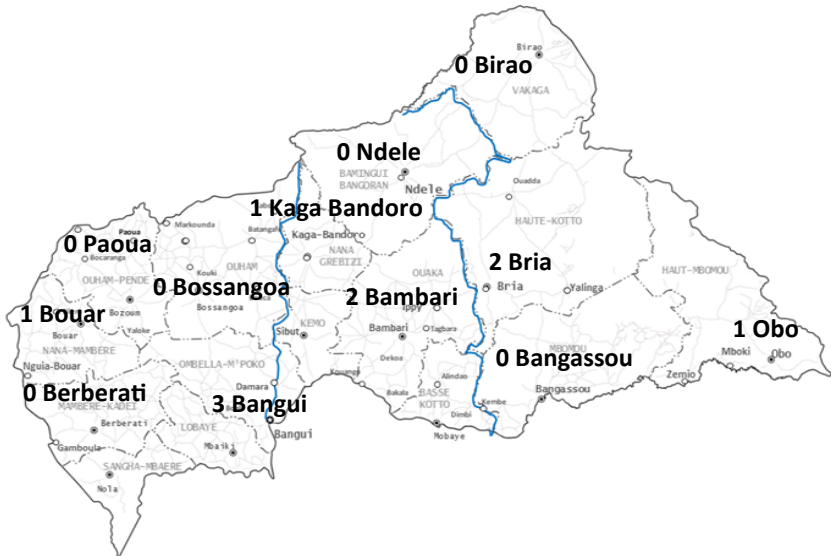
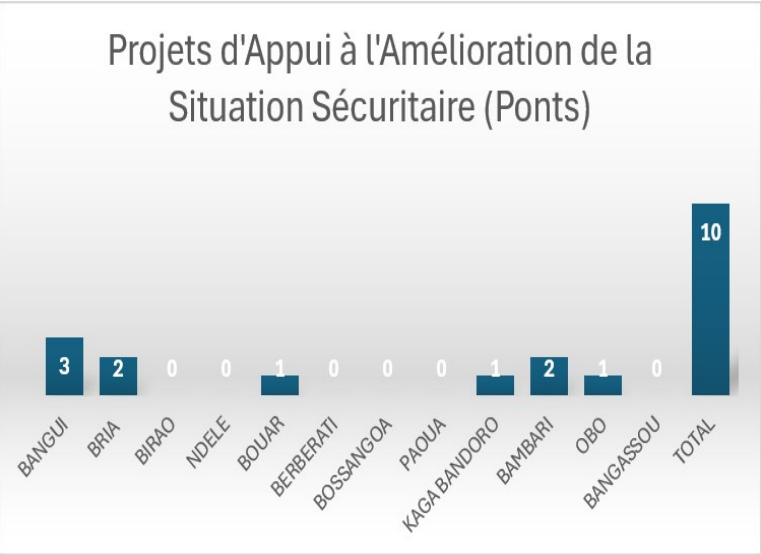
I. Appui à l'amélioration de la situation sécuritaire

QIPs 2025/2026



10 QIPs : \$ 317 993

26% du budget alloué de \$1 255 000 aux travaux de construction ou réhabilitation des ponts.



Appui à l'amélioration de la situation sécuritaire

Au cours de l'exercice considéré, la MINUSCA a mis en œuvre les projets à impact rapide (QIPs) visant à améliorer l'accès et la liberté de circulation dans des zones prioritaires identifiées conjointement avec les autorités locales et les communautés bénéficiaires. Réalisés à Bangui, Bria, Bouar, Kaga-Bandoro, Bambari et Zemio, ces projets ont contribué de manière significative à l'amélioration de la mobilité des forces de sécurité et des personnels de la Mission, tout en facilitant l'accès aux populations vulnérables nécessitant protection ou assistance humanitaire.

Grâce à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures critiques de franchissement, notamment des ponts et ouvrages de passage, ces interventions ont renforcé la présence intégrée de la MINUSCA ainsi que celle des autorités de l'État dans les zones prioritaires. Malgré des coûts souvent supérieurs au plafond habituel des QIPs, la Mission a maintenu son engagement en faveur de l'amélioration des infrastructures d'accès, considérées comme essentielles à la protection des civils. À cet effet, 10 projets ont été approuvés par la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU.



Image 4: Projet de réhabilitation du pont Kokoro dans le 3e Arrondissement de la ville de Bangui

II. Appui aux Processus Politique, de Paix et de Réconciliation

QIPs 2025/2026

22 QIPs : \$ 958 714

Les financements mobilisés en faveur des projets liés à l'appui aux processus politiques, de paix et de réconciliation ont atteint 157 % du budget prévu, représentant un montant de 625 000 USD.

Les projets mis en œuvre soutiennent l'amélioration de l'accès des communautés locales aux services sociaux et économiques, en synergie avec les investissements de partenaires stratégiques tels que l'Équipe-Pays des Nations Unies, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement.



Les investissements réalisés dans le cadre des Projets à Impact Rapide dans les domaines de l'appui aux processus politiques, à la paix et à la réconciliation ont concerné 22 projets. Ces interventions ont contribué au renforcement de la cohésion sociale à travers la promotion du dialogue intercommunautaire, de la réconciliation et de la coexistence pacifique, ainsi qu'au soutien des efforts de stabilisation dans les zones prioritaires. Elles ont également accompagné la mise en œuvre du programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), notamment par la réinsertion socioéconomique des ex-combattants démobilisés dans les communes d'élevage.

Les projets ont en outre appuyé la préparation d'élections locales inclusives et crédibles, avec une attention particulière à la participation des femmes. Mis en œuvre en étroite coordination avec les agences des Nations Unies, ils ont ciblé les communautés vulnérables, notamment les ex-combattants démobilisés, les personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés.

En partenariat avec l'Équipe-Pays des Nations Unies, les QIPs ont favorisé l'accès aux moyens de subsistance et soutenu des investissements dans des secteurs essentiels. Les réalisations comprennent le développement d'activités génératrices de revenus (AGR) au profit des femmes et des jeunes, la réhabilitation de marchés, la construction de forages et l'aménagement de sources d'eau, ainsi que l'électrification de villes et de villages. Dans le secteur de l'éducation, les projets ont permis la réhabilitation et l'équipement d'écoles, la fourniture de tables-bancs et de kits scolaires, ainsi qu'à l'amélioration de condition sanitaire de l'Université de Bangui et à la construction du centre de promotion des droits de l'homme.

Par ailleurs, les QIPs ont contribué à la construction de centres de jeunesse et à l'installation de radios communautaires, renforçant ainsi la participation citoyenne et le soutien aux processus politiques, de paix et de réconciliation.

Projets d'Appui aux Processus Politiques, de Paix et de Réconciliation



Image 5: Cérémonie de remise du projet de construction de la clinique vétérinaire à Paoua.



Image 6: Projet de dotation de 500 tables-bancs dans les 10 écoles de Ndele



III. Appui à la Restauration Durable de l'Autorité de l'Etat

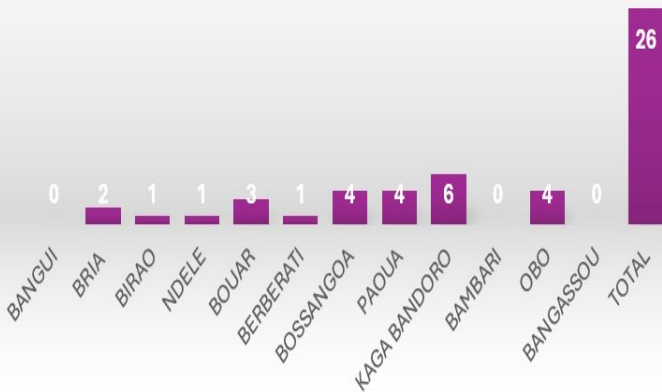
QIPs 2025/2026

26 QIPs : \$ 1 113 311

Le budget alloué de 625 000 dollars a enregistré un dépassement de 82 %, reflétant l'intensification du financement des projets consacrés à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures d'utilité publique. Ce mécanisme demeure un levier important pour soutenir le redéploiement et l'extension de la présence de l'État dans les zones prioritaires, notamment à Am Dafock, Bambouti, Yalinga, Ndim.



Projets d'Appui à la Restauration Durable de l'Autorité de l'Etat



Les besoins en matière de restauration durable de l'autorité de l'État demeurent considérables dans le cadre de la stabilisation de la République centrafricaine. En appui au Gouvernement, la MINUSCA poursuit ses interventions afin de renforcer l'administration publique, la sécurité, l'État de droit et la lutte contre l'impunité.

Cet accompagnement favorise le redéploiement des fonctionnaires et des Forces de sécurité intérieure (FSI) dans les zones reculées, tout en soutenant la promotion des droits de l'homme. Il se traduit notamment par la construction et la réhabilitation d'infrastructures administratives et sécuritaires, la fourniture d'équipements adaptés ainsi que l'électrification de bâtiments publics grâce à des systèmes solaires.

Les interventions ont également permis d'améliorer la planification et la budgétisation locales, de renforcer le système d'état civil, d'appuyer la réforme de la justice pénale, de consolider la chaîne pénale et de faire progresser la lutte contre l'impunité. À travers les Projets à impact rapide (QIPs), la MINUSCA contribue à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), conformément à la feuille de route de Luanda, tout en soutenant le Plan national de développement (PND) et les plans locaux de développement.

Image 7: Projet de la construction de la Mairie de Ouham-Bac



Image 8: Projet de la construction de la maison d'arrêt et de correction d'Obo



IV. Impact des investissements de la MINUSCA à travers les QIPs en RCA

QIPs 2025/2026

◆ Renforcement des institutions étatiques et de la gouvernance locale

Les investissements de la MINUSCA ont également permis d'améliorer les capacités opérationnelles des institutions publiques à travers la réhabilitation d'infrastructures administratives et judiciaires ainsi que la fourniture d'équipements essentiels. Les autorités administratives, les élus locaux, les magistrats, les personnels pénitentiaires, les fonctionnaires et agents de l'Etat ainsi que les Forces de sécurité intérieure (Police et Gendarmerie) disposent désormais de meilleures conditions de travail pour exercer efficacement leurs missions.

Ces investissements ont contribué au renforcement de la présence de l'Etat dans plusieurs préfectures, à une amélioration de la prestation des services publics, au renforcement de l'Etat de droit et à une plus grande confiance des populations envers les institutions nationales.

◆ Contribution aux processus politiques, de paix et de réconciliation

Les investissements de la MINUSCA à travers les Projets à Impact Rapide ont constitué un levier stratégique pour soutenir le processus politique, la consolidation de la paix et la réconciliation nationale. En apportant des réponses concrètes aux besoins prioritaires des populations, ces interventions ont permis de renforcer la confiance entre les communautés et les institutions de l'Etat tout en créant un environnement favorable au retour de l'autorité de l'Etat et à la cohésion sociale.

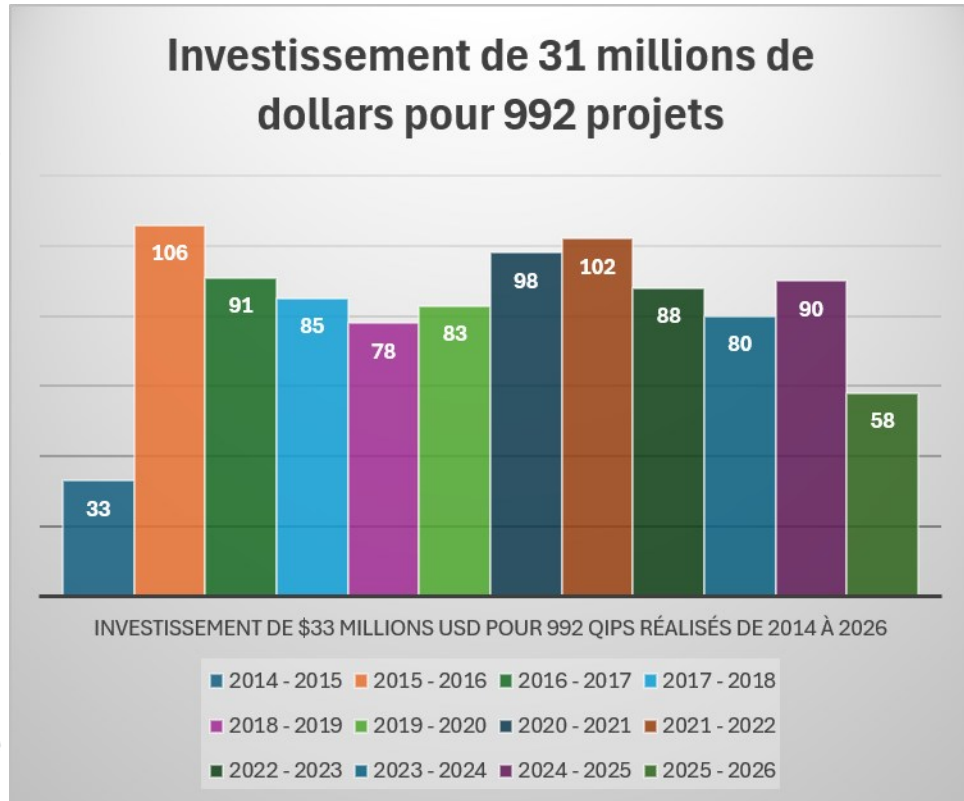
La construction et la réhabilitation de centres des droits de l'homme, de systèmes d'adduction d'eau potable, de marchés locaux et à bétail, de cliniques vétérinaires, de hangars de gare routière, d'écoles équipées en tables-bancs, de centres pour les femmes, de radios communautaires et d'autres infrastructures socioéconomiques, ainsi que l'installation de lampadaires d'éclairage public, le soutien aux activités génératrices de revenus (AGR) en faveur des femmes, des jeunes et des personnes affectées par les conflits, et la dotation en équipements de centres d'artisanat, ont considérablement amélioré les conditions de vie des communautés bénéficiaires. Ces investissements ont également favorisé la réintégration des ex-combattants désarmés et démobilisés dans les communes d'élevage, tout en réduisant les facteurs de vulnérabilité susceptibles d'alimenter les tensions communautaires.

Les centres polyvalents ainsi que les espaces dédiés à la jeunesse et aux femmes ont également contribué au renforcement des capacités des jeunes et des organisations communautaires. Ils ont favorisé leur participation aux initiatives de dialogue, aux actions de prévention des conflits et aux processus démocratiques, notamment la participation aux élections locales.

◆ Impact sur les populations bénéficiaires

Au total, les 58 Projets à Impact Rapide réalisés ont bénéficié directement à 617 179 personnes, dont 296 566 femmes (48%), 14 089 filles (2%), 286 435 hommes (47%) et 20 089 garçons (3%). Cette répartition illustre l'engagement constant de la MINUSCA en faveur de l'inclusion, de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les initiatives de relèvement, de stabilisation et de consolidation de la paix.

Par ailleurs, 2 179 travailleurs dont 707 femmes soit 32% ont vu leurs revenus et leurs conditions de vie s'améliorer grâce aux emplois temporaires générés lors de la mise en œuvre des projets.



♦ Retombées économiques et création d'emplois

Au-delà de leurs impacts sociaux, les Projets à Impact Rapide ont constitué un important moteur de dynamisation de l'économie locale. Avec une enveloppe annuelle moyenne d'environ 3 millions de dollars américains, les investissements de la MINUSCA ont généré des effets multiplicateurs significatifs au bénéfice des entreprises, des fournisseurs locaux et des communautés.

Le recrutement local de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, avec une forte participation des jeunes et des femmes, a permis de générer chaque année des revenus pour les ménages bénéficiaires. Cette dynamique a contribué à l'amélioration de leurs conditions de vie, au renforcement de leur résilience économique et à la réduction de la vulnérabilité des jeunes au recrutement par les groupes armés.

Les projets ont également contribué à dynamiser l'économie locale en privilégiant l'approvisionnement auprès des entreprises nationales pour l'acquisition de ciment, de matériaux de construction, de bois, de fer, d'équipements, de kits techniques et d'autres intrants essentiels à leur mise en œuvre. Ils ont également favorisé le recours aux services de menuiserie ainsi qu'à la location de camions pour le transport des matériaux. En moyenne, près de 90 % des ressources financières consacrées aux projets à impact rapide (QIPs) sont directement injectées dans l'économie centrafricaine. Cette approche stimule les marchés locaux, soutient les petites et moyennes entreprises et génère des opportunités économiques dans plusieurs régions du pays.

♦ Effet catalyseur des investissements

Bien que représentant des investissements ciblés et de taille relativement modeste, les Projets à Impact Rapide ont souvent joué un rôle catalyseur en démontrant la faisabilité d'interventions prioritaires et en créant des conditions favorables à des investissements plus importants. Les infrastructures réalisées et les résultats obtenus ont contribué à attirer l'intérêt d'autres partenaires techniques et financiers, notamment le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque Africaine de Développement (BAD), qui peuvent s'appuyer sur ces acquis pour développer des programmes de plus grande envergure.

Ainsi, les investissements de la MINUSCA vont bien au-delà de leur portée immédiate. Ils contribuent simultanément à la stabilisation du pays, à la consolidation de la paix, au renforcement des institutions publiques, à la relance de l'économie locale ainsi qu'à la création d'un environnement favorable à un développement durable et inclusif de la République centrafricaine.

*Malgré un **contexte sécuritaire** marqué par une forte volatilité, les QIPs ont été mis en œuvre dans l'ensemble des préfectures de la République centrafricaine. Ces interventions ont contribué à renforcer la cohésion sociale, à consolider les efforts de paix et à promouvoir le vivre-ensemble au sein des communautés bénéficiaires. En répondant à des besoins prioritaires et visibles, les QIPs ont également permis de renforcer la crédibilité de la Mission et de consolider la confiance des populations envers son action.*

3 exemples, parmi tant d'autres :

1. **Projet de réhabilitation et équipement de la plateforme féminine du 6e Arrondissement de Bangui:** Un projet qui favorise l'autonomisation économique, sociale et communautaire à travers la formation en coupe et couture et en informatique.
2. **Projet de réhabilitation de trois (03) ponts [(Mbi (PK 90), Doungou (Pk85) et Ngui (Pk148)] sur l'axe Yalinga:** Ce projet renforce la protection des civils, facilite l'accès humanitaire, améliore la liberté de circulation des populations et favorise la croissance économique locale.
3. **Installation de 110 lampadaires solaires publics dans les villages à haut risque de protection de la préfecture de Bamingui Bangoran:** Ce projet vise à améliorer les conditions de sécurité, de protection des populations dans les villages à haut risque de la préfecture de Bamingui-Bangoran, en réduisant les risques d'insécurité et de violences grâce à l'installation de lampadaires solaires publics.



1. Bonnes pratiques:

- ♦ **Renforcement de la gouvernance locale** : Les QIPs appuient les institutions locales en renforçant leurs capacités de gestion et en facilitant une utilisation transparente et efficace des fonds de développement mis à disposition par les partenaires.
- ♦ **Développement des capacités institutionnelles** : Les QIPs contribuent à renforcer les compétences des autorités locales, des fonctionnaires et agents de l'État, tout en améliorant le fonctionnement des services publics pour une meilleure prestation aux populations.
- ♦ **Amélioration de la redevabilité des partenaires de mise en œuvre** : La mise en place d'une base de données conjointe MINUSCA-UNCT, incluant une liste noire des partenaires moins performants et une liste des partenaires recommandés, favorise une meilleure sélection des partenaires et améliore la qualité ainsi que la ponctualité de l'exécution des projets.

Image 7: Projet de réhabilitation du pont Kokoro dans le 3e Arrondissement de Bangui



Image 9: Projet de construction de la Maison d'arrêt et de Correction d'Obo



2. Leçons Apprises:

1. **Planification participative efficace** : La consultation inclusive dès la conception permet de mieux répondre aux besoins prioritaires des communautés et d'améliorer l'impact des QIPs.
2. **Appropriation locale renforcée** : L'implication des communautés et des autorités locales dans l'identification des projets favorise leur adhésion à la mise en œuvre des projets et à leur pérennité.
3. **Coordination comme facteur de succès** : Une collaboration étroite entre les institutions nationales, les partenaires techniques et financiers et la MINUSCA est importante pour une mise en œuvre efficace des projets.

CONTRAINTES ET DEFIS DANS LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS QIPs

Les QIPs font face à plusieurs contraintes qui affectent leur mise en œuvre et leur impact malgré leur pertinence et leur flexibilité. Les principaux défis sont les suivants :

1. Contraintes logistiques et sécuritaires

- ♦ **Accès limité aux services financiers** : L'absence de structures bancaires dans plusieurs localités complique la gestion des fonds par les partenaires d'exécution et accroît les risques liés aux déplacements.
- ♦ **Accès opérationnel difficile** : La dégradation des infrastructures routières et l'insécurité entravent l'acheminement des intrants, la mobilité des équipes et le suivi des activités.

2. Contraintes contextuelles

- ♦ **Environnement sécuritaire instable** : L'évolution de la situation sécuritaire dans certaines zones, y compris les effets de la crise régionale, entraîne des déplacements de populations, accentue la pression sur les services de base et perturbe la mise en œuvre des projets.

Face à ces défis, les QIPs demeurent un outil stratégique de réponse rapide, particulièrement pertinent dans les phases de stabilisation, de consolidation de la paix et de transition. Le renforcement de la synergie avec les acteurs du développement et de la coordination entre les différents intervenants permettrait d'accroître significativement leur efficacité et leur impact durable.

Image 10: Etat fortement dégradé des ponts sur l'axe Bria - Yalinga



Image 11: Projet de construction du pont Gbawi (Kaga Bandoro FO)





STRATEGIE 26-27

Dans le cadre de la reconfiguration progressive de la MINUSCA, du processus de transition, de la consolidation de la paix et du renforcement de la décentralisation en République centrafricaine, la Stratégie des Projets à Impact Rapide (QIPs) 2026-2027 s'inscrit dans la continuité de la mission visant à renforcer la confiance entre la MINUSCA, les autorités nationales et locales, ainsi que les communautés bénéficiaires, en soutien à la mise en œuvre de son mandat. Tout en préservant cette vocation essentielle, la stratégie prend en compte les nouvelles orientations opérationnelles de la Mission, notamment sa concentration géographique accrue dans les trois régions prioritaires de Feritit, Yadé et Haut-Oubangui. Dans ce contexte, les QIPs constitueront un outil privilégié d'accompagnement de la transition, de renforcement de la présence de l'État, de consolidation des acquis en matière de paix et de cohésion sociale, ainsi que de soutien aux dynamiques locales de développement et de gouvernance. A cet effet, une attention particulière sera accordée aux domaines prioritaires suivants :

I. Axe prioritaire no.1: Appui aux processus politique, de paix et de réconciliation

Dans le cadre de l'appui à la consolidation de la paix, à la prévention de la reprise des conflits et à l'accompagnement de la transition vers une paix durable, la réconciliation et la stabilité, la MINUSCA, en collaboration avec les agences des Nations Unies, mettra en œuvre 40 projets représentant environ 36 % de 110 projets prévus pour l'allocation budgétaire de 1.5 million USD, soit 37.5% du budget total de 4 millions USD. Ces interventions viseront à soutenir la décentralisation des processus politique, de paix et de réconciliation, à renforcer les mécanismes locaux de réconciliation, et à consolider la résilience des communautés. Elles contribueront également à la relance économique locale, à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ainsi qu'au renforcement des capacités des autorités locales dans les secteurs prioritaires du développement, afin de favoriser une transition inclusive et une paix durable.



Image 12: Projet de Réhabilitation et Dotation en Equipement de la Plateforme Féminine du 6e Arrondissement de Bangui

II. Axe prioritaire no. 2: Appui à la restauration durable de l'autorité de l'Etat:

Dans le contexte de la reconfiguration et de la transition progressive de la MINUSCA, cet axe prioritaire vise à soutenir la restauration durable de l'autorité de l'État en renforçant les capacités des institutions nationales et locales afin d'assurer une administration de proximité et un développement territorial inclusif. Les QIPs appuieront la mise en œuvre de la politique de décentralisation à travers l'accompagnement des élus locaux, des autorités administratives déconcentrées et des collectivités territoriales, le renforcement de la gouvernance locale, la participation citoyenne, ainsi que l'amélioration de la fourniture des services publics essentiels. Les projets contribueront également à la continuité d'appui au redéploiement des administrations civiles, des FSI, au renforcement de l'État de droit, de la justice et des droits de l'homme, à la réhabilitation des infrastructures administratives, sécuritaires et de connectivité, et à la consolidation des institutions locales. Cette approche vise à assurer un transfert progressif des responsabilités aux autorités centrafricaines, à renforcer leur capacité à exercer leurs missions de manière autonome et à favoriser une présence effective, inclusive et durable de l'État sur l'ensemble du territoire. Ainsi, 40 projets seront financés soit 36% de 110 projets prévus pour un budget de 1.5 millions USD soit 37.5% de l'allocation budgétaire de 4 millions USD.

III. Axe prioritaire no. 3: Appui à la protection des civils par l'amélioration des conditions sécuritaires

Les composantes de la MINUSCA consacreront au moins 25 % de l'enveloppe des QIPs (environ 1 millions USD) à la mise en œuvre d'environ 30 projets (27%) à fort impact contribuant directement à la protection des civils, conformément au mandat de la Mission.

Ces interventions viseront à renforcer les capacités opérationnelles de la MINUSCA en :

- ◆ Améliorant la mobilité des composantes en uniforme afin de faciliter leur déploiement rapide dans les zones à risque ;
- ◆ Renforçant l'accès sécurisé aux populations vulnérables, notamment celles nécessitant une protection et une assistance humanitaire.

VIII. Grandes lignes d'orientation managériales pour le cycle budgétaire 2026-2027

1. Décentralisation et redevabilité

- ◆ Les QIPs demeurent un mécanisme décentralisé. Les Chefs de Bureaux et les Comités Locaux de Revue des Projets (LPRC) sont responsables de l'identification, de la sélection, de la supervision et de la mise en œuvre des projets, conformément au mandat de la Mission, aux orientations de la Représentante Spéciale du Secrétaire-Général de l'ONU (RSSG) et au plan intégré de la MINUSCA. Les projets doivent être exécutés dans le respect du calendrier, des normes de qualité et des recommandations d'audit.

2. Participation des autorités locales et des communautés

- ◆ Les projets doivent être conçus, mis en œuvre et suivis en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales ainsi que les communautés bénéficiaires, conformément au principe d'appropriation nationale. Ils doivent garantir une participation inclusive et significative des femmes, des jeunes, des minorités et des personnes en situation de vulnérabilité, tout en renforçant la cohésion sociale, en favorisant le retour volontaire et durable des populations déplacées, la réintégration dans les zones post-conflit et la résilience des communautés. Dans le contexte actuel de reconfiguration de la MINUSCA, ces interventions doivent soutenir les priorités nationales en matière de transition, de consolidation de la paix et de décentralisation, afin d'assurer la durabilité des acquis et le transfert progressif des responsabilités aux institutions nationales.

3. Coordination renforcée

- ◆ Les QIPs doivent être mis en œuvre en étroite coordination avec les composantes de la MINUSCA, les agences, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que les partenaires humanitaires et de développement, à toutes les étapes du cycle de projet.

4. Répartition équilibrée des projets

- ◆ Une répartition plus équilibrée des QIPs entre les différentes composantes, divisions et sections de la Mission est encouragée afin d'optimiser les capacités de mise en œuvre.

5. Contribution de la composante militaire

- ◆ La participation des contingents militaires est encouragée, notamment pour les projets facilitant l'accès aux zones reculées.

6. Sélection rigoureuse des partenaires

- ◆ Les partenaires de mise en œuvre doivent satisfaire aux exigences de diligence raisonnable et aux normes de déontologie des Nations Unies. Les Chefs de Bureaux, les LPRC, le bureau de coordination des bureaux de terrain, le bureau juridique et la Division des Affaires Civiles veillent au respect de ces exigences, à l'enregistrement des partenaires et à leur formation à la gestion et à la mise en pratique des procédures des QIPs. En principe, chaque projet doit être accompagné d'au moins trois propositions issues d'un appel d'offres local, sauf dérogation exceptionnelle dûment justifiée et approuvée par la RSSG.

7. Visibilité et communication

- ◆ La visibilité des QIPs doit être renforcée par une communication stratégique mettant en valeur leurs résultats et leur impact, notamment à travers des témoignages de bénéficiaires, des contenus audiovisuels et les canaux de communication de la MINUSCA.

Directives opérationnelles de la RSSG

⇒ La mise en œuvre des QIPs est répartie à titre indicatif entre les composantes de la Mission comme suit :

- ♦ **60 %** pour la composante civile (y compris les agences des Nations Unies),
- ♦ **20 %** pour la composante militaire et
- ♦ **20 %** pour l'UNPOL.

Cette répartition demeure flexible et pourra être ajustée au cours du cycle budgétaire.

⇒ Les ressources budgétaires de 4 millions USD sont allouées selon les priorités suivantes :

- ♦ **37,5 %** pour l'appui aux processus politique, de paix et de réconciliation,
- ♦ **37,5 %** pour la restauration durable de l'autorité de l'État et
- ♦ **25 %** pour l'amélioration des conditions sécuritaires.

Les chefs de bureaux de terrain sont tenus de soumettre sans délai leurs propositions de projets à l'approbation de la RSSG, en vue d'une allocation complète des fonds avant la fin **décembre 2026** et d'un démarrage rapide des activités dès leur mise à disposition. En outre, les projets non achevés des cycles précédents devront être finalisés par des partenaires fiables, sélectionnés par les LPRC, conformément aux recommandations des audits internes et externes.

Image 13: Cérémonie de remise du projet de réhabilitation de la Sous-Préfecture de Paoua



I. 10 QIPs réalisés dans le cadre d'appui à l'amélioration des conditions sécuritaires

Projets de construction ou réhabilitation des ponts

1. Région du Plateaux et Bas-Oubangui :

♦ Bureau de Bangui :

- 1) Projet de réhabilitation du pont Kokoro dans le 3e Arrd. de Bangui.
- 2) Projet de réhabilitation du pont Mbosso (2e phase).
- 3) Projet de renforcement du pont Voudambala dans la commune de Begoua, Sous-préfecture de Bangui-Kaga.

2. Région de Fertit :

♦ Bureau de Bria :

- 1) Projet de réhabilitation de trois (03) ponts [(Mbi (PK 90), Doungou (Pk85) et Ngui (Pk148))] sur l'axe Ya-linga.
- 2) Projet de réhabilitation du pont Koumou sur l'axe Ouadda - Sam Ouandja.

3. Région de l'Equateur :

♦ Bureau de Bouar:

- 1) Projet de réhabilitation du pont Topia 2 à 120 km sur l'axe Carnot-Gadzi

4. Région de Kagas :

♦ Bureau de Kaga Bandoro :

- 1) Projet de construction du pont Gbawi

♦ Bureau de Bambari:

- 1) Projet de réhabilitation de 3 ponts sur l'axe Boyo-Bangui-Banda dans la commune de Haute-Baidou.
- 2) Projet de réhabilitation de 2 ponts sur l'axe Ippy-Bria et sur l'axe Ippy-Atongo-Bakary.

5. Région du Haut Oubangui :

♦ Bureau d'Obo :

- 1) Projet de construction de 3 ponts sur l'axe Zemio-Mboki.

II. 22 QIPs réalisés dans le cadre de l'appui aux processus politique, de paix et de réconciliation

1. 5 Projets d'appui à l'Education (Ecole/Université)

1. Région du Plateaux et Bas-Oubangui :

♦ Bureau de Bangui :

- 1) Projet de construction et réhabilitation de 8 toilettes au sein de l'Université de Bangui.

2. Région de Fertit :

♦ Bureau de Bria :

- 1) Projet de réhabilitation et équipements de l'école fondamentale 1 de Yalinga.
- 2) Projet de fourniture des équipements, mobiliers et kits scolaires dans la sous-préfecture de Bria et Ouadda.

♦ Bureau de Birao :

- 1) Projet de confection de 700 tables-bancs pour les écoles de la Vakaga.

♦ Bureau de Ndele :

- 1) Dotation de 500 tables-bancs dans les 10 écoles de Ndele.

2. 4 Projets d'électrification publique

1. Région du Plateaux et Bas-Oubangui :

♦ Bureau de Bangui :

- 1) Projet d'électrification solaire de la route en face du grand Séminaire Saint Marc de Bimbo.

2. Région Fertit :

♦ Bureau de Ndele :

- 1) Projet d'installation de 110 lampadaires solaires publics dans les villages à haut risque de protection de la préfecture de Bamingui-Bangoran.

3. Région d'Equateur :

♦ Bureau de Berberati :

- 1) Projet d'électrification de la ville de Nola.
- 2) Projet d'électrification de la ville de Berberati.

3. 2 Projets d'approvisionnement en Eau

1. Région de Fertit :

♦ Bureau de Ndele :

- 1) Projet de construction de 20 puits dans la ville de Ndele et sur l'axe Ngarba.

2. Région de Kagas :

♦ Bureau de Bambari :

- 1) Construction d'un forage avec château d'eau à Grimari.

Annexe 1: QIPs réalisés en RCA

II. 22 QIPs réalisés dans le cadre de l'appui aux processus politique, de paix et de réconciliation

4. 1 Projet d'activités Génératrices des Revenus (AGR) et d'appui au Centre artisanal

1. Région de Fertit :

♦ Bureau de Birao

- 1) Projet AGR de production agropastorale y compris la culture du manioc, dans les sous-préfectures de Ouandja, Ouanda Djalle et Am Dafock.

2. Région de Kagas:

♦ Bureau de Bambari :

- 1) Projet de dotation en équipement du centre artisanal de Bambari.

5. 4 Projets de construction ou réhabilitation des centres des femmes et Centres polyvalents

1. Région du Plateaux et Bas-Oubangui :

♦ Bureau de Bangui :

- 1) Projet de réhabilitation et équipement de la plateforme féminine du 6e Arrondissement de Bangui.

2. Région d'Equateur :

♦ Bureau de Bouar :

- 1) Centre Polyvalent Maboko na Maboko à Baoro.

Région de Kagas :

♦ Bureau de Kaga Bandoro :

- 1) Construction du centre polyvalent à Kaga Bandoro.
- 2) Dotation en équipement du centre polyvalent à Kaga Bandoro .

7. 2 Projets d'appui aux radios communautaires

1. Région de Fertit :

♦ Bureau de Ndele :

- 1) Projet de construction de la radio communautaire de Ndele.

2. Région de Haut Oubangui :

♦ Bureau d'Obo :

- 1) Projet de finalisation de la maison de la radio de Zereda.

8. 1 Projet d'appui au Centre de Droits de l'Homme

1. Région du Plateaux et Bas-Oubangui :

♦ Bureau de Bangui :

- 1) Projet de construction du bureau de forum de droit de l'homme de Mbaiki.

III. 26 QIPs réalisés dans le cadre de l'appui à la restauration durable de l'Autorité de l'Etat

1. 2 Projets de construction/réhabilitation et/ou équipement des Préfectures

1. Région de Yade :

♦ Bureau de Paoua :

- 1) Projet de construction et équipement de la Préfecture de Lime-Pende et de construction d'un bloc de latrines.

2. Région de Kagas :

♦ Bureau de Kaga Bandoro :

- 1) Projet de dotation d'équipement de la préfecture de Ouham Fafa.

2.11 Projets de construction/réhabilitation et/ou équipement des Sous-Préfectures

1. Région de Fertit :

♦ Bureau de Bria :

- 1) Projet de réhabilitation du bâtiment de la sous-préfecture de Yalinga.
- 2) Projet d'électrification et dotation d'équipement de la Sous-préfecture de Yalinga.

♦ Bureau de Birao :

- 1) Projet de dotation en équipement et électrification de la sous-préfecture d'Am Dafock.

2. Région de l'Equateur :

♦ Bureau de Berberati :

- 1) Projet de construction d'une salle de conférence à Nola.

3. Région de Yade :

♦ Bureau de Bossangoa :

- 1) Projet de réhabilitation de la Sous-préfecture de Bossangoa.

♦ Bureau de Paoua :

- 1) Projet de réhabilitation et équipement de la Sous-préfecture de Paoua.
- 2) Projet de construction, de la dotation d'équipement de la Sous-préfecture de Taley et construction de bloc de latrines.
- 3) Projet de construction et dotation d'équipement de la Sous-préfecture de Ndim.

4. Région de Kagas :

♦ Bureau de Kaga Bandoro :

- 1) Projet de construction de la sous-préfecture Sido.
- 2) Projet de réhabilitation de la sous-préfecture de Bouca.
- 3) Projet de construction de la sous-préfecture de Dekoa.

3. 6 Projets de construction/réhabilitation et/ou équipement des Mairies/ Centre artisanal/ Gare routière

1. Région d'Equateur:

♦ Bureau de Bouar :

- 1) Projet de réhabilitation et équipement de la mairie d'Amada-Gaza.
- 2) Projet de construction de la mairie de Mbali.
- 3) Projet de dotation d'équipement et d'électrification de la mairie de Mbali (Gadzi 2).

2. Région de Yade :

♦ Bureau de Bossangoa :

- 1) Projet de construction et dotation d'équipement de la mairie de Ouham Bac.

3. Région de Kagas :

♦ Bureau de Kaga Bandoro :

- 1) Projet de construction de la mairie de Grevai.
- 2) Projet de construction de la gare routière de Kaga Bandoro.

III. 26 QIPs réalisés dans le cadre de l'appui à la restauration de l'Autorité de l'Etat

4. 1 Projet de construction du bâtiment de la Clinique vétérinaire

1. Région de Yade :

♦ Bureau de Paoua :

- 1) Projet de construction de la clinique vétérinaire.

5. 6 Projets de construction/réhabilitation et/ou équipement des services de sécurité (commissariat de police et brigade de gendarmerie)

1. Région de Ferfit :

♦ Bureau de Ndele :

- 1) Projet de construction et électrification du Commissariat de Police et latrines à Bamingui.

3. Région de Yade :

♦ Bureau de Bossangoa :

- 1) Projet d'extension de la brigade de gendarmerie de Bossangoa.

4. Région de Kagas :

♦ Bureau de Kaga Bandoro :

- 1) Projet de construction de la Brigade de Koukourou.

5. Région de Haut Oubangui :

♦ Bureau d'Obo :

- 1) Projet de construction de la gendarmerie de Mboki.
- 2) Projet de construction du commissariat de Mboki.
- 3) Projet de construction du commissariat de Zemio.

6. 2 Projets d'appui aux Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC)

1. Région de Yade :

♦ Bureau de Bossangoa :

- 1) Projet de création d'un forage, construction d'un parloir à la maison d'arrêt et de correction de Bossangoa.

2. Région de Haut Oubangui :

♦ Bureau d'Obo :

- 1) Projet de construction de la maison d'arrêt et de correction à Obo.

Annexe 2: Réalisations (Ponts)



Projet de réhabilitation du pont Topia 2 à 120 km, axe Carnot - Gadzi (Bouar FO)



Projet de réhabilitation de deux ponts à Ippy (PK5 axe Bria et PK25 axe Atongo-Bakari) (Bambari FO)



Projet de réhabilitation du pont Kokoro dans le 3e Arrd. de Bangui



Projet de renforcement du pont Voudambala dans Begoua, Sous-préfecture de Bangui-Kaga — Projet de réhabilitation du pont Mbossoro à Bangui



Annexe 2: Réalisations (Projets socio-économiques)



Projet de réhabilitation de la Plateforme féminine du 6e Arrd. de Bangui et dotation des équipements (Bangui FO)



Projet de dotation de 500 tables-bancs dans les 10 écoles de Ndele



CAMON 30 •

23mm f/1.8 1/376s ISO50

Projet d'électrification solaire de la route en face du grand Séminaire St Marc de BIMBO (Bangui FO)



Projet de construction de la clinique vétérinaire de Paoua



Annexe 2: Réalisations (RESA)



Projet de construction de la Mairie d'Ouham Bac et dotation en équipement (Bossangoa FO)



Projet de Construction du forage à la Maison d'arrêt et de correction de Bossangoa



Projet de réhabilitation du commissariat de Bossangoa et des salles de sureté



Projet de réhabilitation et équipement de la Sous-préfecture de Paoua

